



## REGARDS SUR LE SARS-CoV-2 DANS L'ESPACE DES SOCIÉTÉS



Doctorant en géographie en co-tutelle internationale (Sorbonne Université/Université Omar Bongo du Gabon), **Arnaud Kassa-Kassa** est membre du Laboratoire *Médiations, Sciences des liens, Sciences des lieux* (Unité de recherche de Sorbonne Université). Il travaille sous la direction de la professeure Gaëlle Lacaze sur "*La patrimonialisation des vêtements et parures chez les Gisir du Gabon*", dont la pérennisation est étudiée au prisme d'une lutte identitaire dans le contexte de la mondialisation. Ses approches sont à la fois géographiques, politiques et socio-anthropologiques. Affilié au Musée National des Arts et Traditions du Gabon, il est détenteur d'un Master en anthropologie du patrimoine et des dynamiques sociales.

24 avril 2020

### Le SARS-CoV-2 et la CoViD 19 au Gabon, « virus impérialiste ! », « maladie des nantis ! »

Pays d'Afrique centrale, peuplé d'à peine deux millions d'habitants, le Gabon comptait au 10 avril 2020 un seul décès suite à la CoViD 19 (un patient qui souffrait de comorbidités) tandis que le patient zéro, le premier patient identifié, était déjà guéri. Début avril, la cinétique de l'épidémie reste relativement lente. Le Gabon a en effet été parmi les premiers pays en Afrique à adopter des mesures préventives (fermeture des frontières, quatorzaine pour les navires) et de distanciation sociale (fermeture de certains établissements, notamment scolaires). Un dispositif qu'il a peu à peu durci ces dernières semaines avec un couvre-feu partiel et un confinement du grand Libreville. La très faible incidence de l'épidémie fait apparaître des mesures de prévention disproportionnées nourrissant une forte critique sociale révélatrice du sentiment d'injustice au sein de la société gabonaise.

A la différence des grandes épidémies qui frappent le pays (paludisme, ebola, typhoïde), qui touchent les plus démunis, ce nouveau coronavirus s'est diffusé au sein de la classe supérieure qui a le privilège du voyage : le 1er cas identifié fut celui d'un étudiant de 27 ans de retour de Bordeaux en France (début mars 2020), le premier décès enregistré fut celui d'un haut cadre de l'administration gabonaise. Le SARS-CoV-2 inverse les logiques de la vulnérabilité sanitaire : "la bonne vie" serait désormais devenue dangereuse.



*Non-respect du port de masques à Libreville  
(photo Arnaud Kassa-Kassa, mars 2020).*



*Mont-bouët: marché populaire de Libreville.  
(Image: Gabon-Estuaire, avril 2020).*

Parallèlement, l'opinion publique a mis en accusation l'ordre économique international du fait de l'origine même du virus. Le Gabon conserve des liens très étroits avec la France (*Air France* assurait un vol direct quotidien Paris-Libreville) tandis qu'il a développé des relations de plus en plus importantes avec la Chine qui est désormais son premier partenaire commercial (42% des exportations et 15% des importations gabonaises) via un cadre de coopération globale de 2016. Malgré les réalisations chinoises saluées par les autorités, les populations contestent les accords bilatéraux suite à la divulgation de nombreux scandales dont le dernier en date, en 2019, le Kévazingo Gate (exportation illégale de Kévazingo, un bois rare et précieux, considéré comme sacré et au cœur de multiples pratiques rituelles) a causé la démission du vice-président et du Ministre des *Eaux et Forêts*. Dès lors, la dénonciation des rapports commerciaux inégaux, de l'exploitation des ressources naturelles et du mépris des populations locales, est venu renouveler la critique de l'impérialisme qui cible historiquement la France et désormais la Chine. L'ambivalence des privilèges accordés aux Chinois et aux Occidentaux en Afrique nourrit des marches anti-impérialistes régulières dans un certain nombre de capitales africaines au cours des dernières décennies et une mise en accusation de ces rapports de dominations post-coloniaux. La crise du Coronavirus s'est donc insérée dans ce contexte de forte critique amenant à une évolution de l'opinion publique progressive. Si les Chinois furent les premiers à être pointés du doigt, les pays occidentaux comme la France étaient avant tout présentés comme victimes...

Mais rapidement, les risques de contamination via les résidents et touristes gabonais comme français venus de France avec le virus ont provoqué un resurgissement des attaques à l'encontre de ce pays. Cette mise en procès s'est accélérée suite aux propos tenus sur LCI (<https://www.dailymotion.com/video/x7t3i97>) par un chef de service d'un hôpital parisien sur l'opportunité de déployer des tests de BCG dans le cadre de traitements préventifs contre la CoViD en Afrique. Abondamment relayés par les réseaux sociaux, ils sont venus réveiller la mémoire douloureuse des politiques de santé coloniale et l'idée de l'exploitation des plus démunis à des fins pharmaceutiques. La polémique fut d'autant plus forte que les cas avérés sont particulièrement peu nombreux et circonscrits à la seule élite du pays. Dès lors, dans les grandes villes du pays, s'est diffusé un esprit de contestation des mesures de précaution considérées comme calquées sur le modèle occidental, imposées à tous les habitants au seul profit d'une minorité. Il s'agit donc de dénoncer les inégalités de classe sociale et les rapports de domination post-coloniale... Le SARS-CoV-2 est alors qualifié de "virus impérialiste". Dans les rues, on observe un refus du port du masque et du respect des mesures barrières sous prétexte que la maladie ne représente pas de danger majeur pour les classes défavorisées. Par conséquent, au Gabon, la CoViD-19 met au jour la réalité d'une société particulièrement inégalitaire dont les tensions s'expriment par la défense des pratiques quotidiennes, ordinaires, et le refus de se conformer à un ordre sanitaire. Le rejet du port du masque devient alors un geste de contestation d'un ordre social injuste.



*Quartier Angondjé à Libreville.  
Un des principaux quartiers résidentiels  
de la capitale, ici quasiment désert  
(photo amateur, avril 2020).*